

**Commune de Givrins**



**REGLEMENT COMMUNAL  
POUR L'EVACUATION  
ET  
L'EPURATION DES EAUX**

2010

## Commune de Givrins

**REGLEMENT COMMUNAL SUR L'EVACUATION ET L'EPURATION DES EAUX****Sommaire**

		Page
<b>I</b>	<b>DISPOSITIONS GENERALES</b>	
	1 Bases légales	4
	2 Planification	4
	3 Périmètre du réseau d'égouts	4
	4 Evacuation des eaux	4-5
	5 Champ d'application	5
<b>II</b>	<b>EQUIPEMENT PUBLIC</b>	
	6 Définition	5
	7 Propriété - responsabilité	5
	8 Réalisation de l'équipement public	6
	9 Droit de passage	6
<b>III</b>	<b>EQUIPEMENT PRIVE</b>	
	10 Définition	6
	11 Propriété - responsabilité	6
	12 Droit de passage	6
	13 Prescriptions de construction	6
	14 Obligation de raccorder ou d'infiltrer	7
	15 Contrôle municipal	7
	16 Reprise	7
	17 Adaptation du système d'évacuation	7
<b>IV</b>	<b>Procédure d'autorisation</b>	
	18 Demande d'autorisation	7-8
	19 Eaux artisanales ou industrielles	8
	20 Transformation ou agrandissement	8
	21 Epuration des eaux hors périmètre du réseau d'égout	8
	22 Obtention de l'autorisation cantonale par une épuration individuelle	8
	23 Eaux claires	9
	24 Octroi du permis de construire	9
<b>V</b>	<b>Prescriptions techniques</b>	
	25 Constructions	9
	26 Conditions techniques	9
	27 Raccordement	9
	28 Eaux pluviales	10
	29 Prétraitement	10
	30 Artisanat et industrie	10
	31 Plan des travaux exécutés	10

## Commune de Givrins

**REGLEMENT COMMUNAL SUR L'EVACUATION ET L'EPURATION DES EAUX****Sommaire (suite)**

	32	Contrôle des rejets	11
	33	Cuisines collectives et restaurants	11
	34	Ateliers de réparations des véhicules, carrosseries, places de lavage	11
	35	Garages privés	11
	36	Piscines	11
	37	Contrôle et vidange	12
	38	Déversements interdits	12
	39	Suppression des installations privées	12
<b>VI</b>		<b>Taxes</b>	
	40	Dispositions générales	13
	41	Taxe unique de raccordement EU + EC	13
	42	Taxe unique de raccordement EU ou EC	13
	43	Réajustement de la taxe unique de raccordement EU + EC	13
	44	Taxe annuelle d'entretien des collecteurs EU et/ou EC	13
	45	Exonération de la taxe annuelle d'épuration	14
	46	Taxe annuelle spéciale	14
	47	Réajustement des taxes annuelles	15
	48	Bâtiments isolés – installations particulières	15
	49	Affectation - Comptabilité	15
	50	Exigibilité des taxes	15
<b>VII</b>		<b>DISPOSITIONS FINALES ET SANCTIONS</b>	
	51	Exécution forcée	15
	52	Hypothèque légale	16
	53	Recours	16
	54	Infractions	16
	55	Réserve d'autres mesures	16
	56	Abrogation	16
	57	Entrée en vigueur	16

---

# COMMUNE DE GIVRINS

## RÈGLEMENT SUR L'ÉVACUATION ET L'ÉPURATION DES EAUX

---

### I. DISPOSITIONS GENERALES

#### **Objet - Bases légal**

**Article premier.-** Le présent règlement a pour objet l'évacuation et l'épuration des eaux sur le territoire communal.

Il est édicté en exécution des prescriptions fédérales et cantonales en matière de protection des eaux, dont l'application est réservée.

#### **Planification**

**Art. 2.-** La Municipalité procède à l'étude générale de l'évacuation et de l'épuration des eaux ; elle dresse le plan général d'évacuation des eaux (PGEE) soumis à l'approbation du Département de la Sécurité et de l'Environnement (ci-après : le Département) par l'intermédiaire du Service des eaux, sols et assainissement (ci-après : le SESA).

#### **Périmètre du réseau d'égouts**

**Art. 3.-** Le périmètre du réseau d'égouts comprend l'ensemble des fonds (bâti ou non) classés en zone constructible selon le plan d'affectation et, en dehors de cette zone, les fonds bâtis dont le raccordement au réseau public peut être raisonnablement exigé compte tenu du coût et de la faisabilité.

Les fonds compris dans le périmètre ainsi défini sont dits «raccordables» par opposition aux fonds «non raccordables» sis à l'extérieur dudit périmètre

#### **Evacuation des eaux**

**Art. 4.-** Dans le périmètre du réseau d'égouts, les eaux polluées, de nature à contaminer les eaux dans lesquelles elles seraient déversées, doivent être raccordées à la station d'épuration centrale. Elles sont dénommées ci-après «eaux usées».

Les autres eaux, non polluées, ne doivent pas parvenir à la station d'épuration centrale. Elles sont appelées ci-après «eaux claires».

Sont notamment considérées comme eaux claires :

- les eaux de fontaines;
- les eaux de sources et de cours d'eau

- les eaux de refroidissement et de pompes à chaleur;
- les eaux de drainage;
- les trop-pleins de réservoirs;
- les eaux pluviales en provenance de surfaces rendues imperméables, telles que toitures, terrasses, chemins, cours, etc.

Si les conditions hydrogéologiques le permettent, les eaux claires doivent être infiltrées dans le sous-sol, après obtention d'une autorisation du Département.

Si les conditions locales ne permettent pas l'infiltration, ces eaux peuvent être évacuées dans les eaux superficielles, via les équipements publics ou privés.

Si l'augmentation de débit des eaux claires due aux constructions ne peut être supportée par le cours d'eau en égard aux rejets existants, des mesures de rétention peuvent être exigées au sein des constructions et de leurs aménagements extérieurs.

**Champ d'application Art. 5.-** Le présent règlement s'applique aux propriétaires, usufruitiers ou superficiaires de fonds raccordables.

Les conditions d'évacuation et de traitement des eaux en provenance de fonds non raccordables sont arrêtés par le Département et par les articles 21 et 22 ci-après.

## **II. EQUIPEMENT PUBLIC**

### **Définition**

**Art. 6.-** L'équipement public comprend l'ensemble des installations nécessaires à l'évacuation et à l'épuration des eaux provenant des fonds raccordables.

Il est constitué (cf. schéma annexé) :

- a) d'un **équipement de base** comprenant la station centrale d'épuration et ses ouvrages annexes ainsi que les collecteurs de transport, en principe hors zone constructible;
- b) d'un **équipement général** comprenant les collecteurs de concentration et leurs ouvrages annexes, en principe en zone constructible;
- c) d'un **équipement de raccordement** comprenant les collecteurs destinés à relier les divers bien-fonds à l'équipement général.

### **Propriété - Responsabilité**

**Art. 7.-** La commune est propriétaire des installations publiques d'évacuation et d'épuration; elle pourvoit, sous la surveillance de la Municipalité, à leur construction, à leur entretien et à leur fonctionnement réguliers.

Dans les limites du Code des obligations, la commune est responsable des ouvrages qui lui appartiennent.

**Réalisation de l'équipement public**

**Art. 8.-** La réalisation de l'équipement public est opérée conformément au PGEE ; elle fait l'objet de plans soumis à enquête publique, qui font notamment distinction des ouvrages faisant partie de l'équipement de base, de l'équipement général et de l'équipement de raccordement.

L'équipement public est construit, selon les besoins, en une ou plusieurs étapes.

Aucune réclamation n'est recevable pour les inconvénients provenant des travaux exécutés par la commune aux collecteurs publics (reflux des eaux ou de l'air, interruption de l'écoulement, etc.) moyennant que les travaux soient conduits avec la célérité désirable.

**Droit de passage**

**Art. 9.-** La commune acquiert à ses frais les droits de passage ou autres servitudes nécessaires à l'aménagement et l'entretien des installations publiques.

**III. EQUIPEMENT PRIVE**

**Définition**

**Art. 10.-** L'équipement privé est constitué de l'ensemble des canalisations et installations reliant un bien-fonds à l'équipement public (cf. schéma annexé).

Le cas échéant, les installations de prétraitement et de relevage font également partie de l'équipement privé.

**Propriété - Responsabilité**

**Art. 11.-** L'équipement privé appartient au propriétaire; ce dernier en assure à ses frais la construction, l'entretien et le fonctionnement régulier.

Dans les limites du Code des obligations, le propriétaire est responsable des ouvrages qui lui appartiennent.

**Droit de passage**

**Art. 12.-** Le propriétaire dont l'équipement privé doit emprunter le fonds d'un tiers acquiert à ses frais les droits de passage ou autres servitudes nécessaires à son aménagement et à son entretien

Lorsque la construction ou l'entretien d'un équipement privé nécessite des travaux de fouille sur le domaine public, le propriétaire doit préalablement obtenir l'autorisation du Service cantonal ou communal compétent.

**Prescriptions de construction**

**Art. 13.-** Les équipements privés sont construits en respectant les normes professionnelles et les prescriptions techniques du présent règlement (chapitre V ci-après), par un entrepreneur qualifié choisi par le propriétaire.

**Obligation de raccorder ou d'infiltrer**

**Art. 14.-** Le propriétaire d'un bâtiment compris dans le périmètre du réseau d'égouts est tenu de conduire ses eaux usées au point de raccordement fixé par la Municipalité. Les eaux claires devront être infiltrées par l'intermédiaire d'une installation adéquate, après obtention des autorisations nécessaires. Si les conditions locales ne permettent pas l'infiltration, elles seront conduites au point de raccordement fixé par la Municipalité, si nécessaire après rétention.

**Contrôle municipal**

**Art. 15.-** La Municipalité fixe pour le surplus les délais et autres modalités de raccordement à l'équipement public; elle procède au contrôle des installations avant le remblayage des fouilles et peut exiger, à la charge du propriétaire, des essais d'étanchéité.

La Municipalité peut accéder en tout temps aux équipements privés pour vérification. En cas de défectuosité dûment constatée, elle en ordonne la réparation ou, au besoin, la suppression.

**Reprise**

**Art. 16.-** Si des ouvrages faisant partie de l'équipement privé font ultérieurement fonction d'équipement public, la commune procède à leur reprise, en cas de désaccord, pour un prix fixé à dire d'expert neutre.

**Adaptation du système d'évacuation**

**Art. 17.-** Lors de l'entrée en vigueur du présent règlement, les propriétaires d'équipements privés évacuant de manière non différenciée leurs eaux usées et leurs eaux claires, sont tenus de réaliser à leur frais, des évacuations conformes à l'article 4; le cas échéant, dans un délai fixé par la Municipalité.

**IV. PROCÉDURE D'AUTORISATION****Demande d'autorisation**

**Art. 18.-** Aucun travail ne peut être commencé sans l'autorisation de la Municipalité. Avant de construire son équipement privé et de le raccorder à un collecteur public, le propriétaire présente à la Municipalité une demande écrite d'autorisation, signée par lui ou par son représentant.

Cette demande doit être accompagnée d'un plan de situation au format A4 au minimum, extrait du plan cadastral et indiquant le diamètre intérieur, la pente, la nature et le tracé des canalisations, ainsi que l'emplacement et la nature des ouvrages spéciaux (grilles, fosses, ouvrages d'infiltration, de rétention, chambres de visite, séparateurs, stations de pompage, etc.). Le propriétaire doit aviser la Municipalité de la mise en chantier.

La Municipalité vérifie l'adéquation du mode d'évacuation, sur la base du PGEE. Elle peut exiger un essai d'infiltration.

A la fin du travail et avant le remblayage de la fouille, il est tenu d'aviser la Municipalité, afin qu'elle puisse procéder aux constatations de la bien facture des travaux et en particulier de la parfaite séparation des eaux; si le propriétaire ne respecte pas cette condition, la fouille est ouverte une nouvelle fois, à ses frais.

Un exemplaire du plan d'exécution relevé par un géomètre officiel ou par l'architecte avec toutes les indications mentionnées ci-dessus, mis à jour et comportant les cotes de repérages, est remis par le propriétaire à la Municipalité après l'exécution des travaux et ceci avant la délivrance du permis d'habiter.

**Eaux artisanales ou industrielles**

**Art. 19.-** Les entreprises artisanales ou industrielles doivent solliciter du Département l'octroi d'une autorisation spéciale pour déverser leurs eaux usées dans la canalisation publique, que le bâtiment soit ou non déjà raccordé à l'équipement public.

Les entreprises transmettront au SESA, par l'intermédiaire de la Municipalité, le projet des ouvrages de prétraitement pour approbation.

**Transformation ou agrandissement**

**Art. 20.-** En cas de transformation ou d'agrandissement d'immeubles, d'entreprises industrielles, de modification du système d'évacuation des eaux usées ou de la nature de celles-ci, les intéressés doivent se conformer à la procédure des articles 18 et 19.

**Epuration des eaux hors du périmètre du réseau d'égout**

**Art. 21.-** Lorsque la Municipalité estime qu'une construction, génératrice d'eaux usées, est située hors du périmètre du réseau d'égout, donc non raccordable à la station d'épuration centrale, elle transmet au SESA une demande pour l'assainissement des eaux usées de cette construction.

Le dossier de demande comporte un plan cadastral de la construction avec les coordonnées géographiques, un extrait de la carte nationale au 1:25'000 localisant la construction et les cours d'eaux voisins, avec les canalisations y aboutissant, ainsi qu'une description du système d'épuration et de l'exutoire existants. Il sera également précisé l'importance des eaux usées (résidence principale, résidence secondaire, nombre de pièces habitables, nombre d'habitants).

Si des transformations ou un agrandissement sont envisagés, les indications fournies porteront également sur l'état après la réalisation des travaux. Dans un tel cas, ou lorsqu'une nouvelle construction est projetée, la Municipalité prendra préalablement contact avec le Service du Territoire, afin de définir la procédure à suivre.

**Obtention de l'autorisation cantonale pour une épuration individuelle**

**Art. 22.-** Lorsque, selon l'art. 21, le SESA reçoit une demande, celui-ci vérifie tout d'abord que la construction concernée se situe hors du périmètre du réseau d'égouts. Le cas échéant, cette instance détermine la marche à suivre en vue de l'obtention de l'autorisation cantonale requise pour la réalisation et l'exploitation d'une installation d'épuration.

L'étude, la réalisation et l'exploitation des installations d'épuration, situées hors du périmètre du réseau d'égouts, sont à la charge du propriétaire.

- Eaux claires** **Art. 23.-** Les eaux claires ne doivent pas être traitées par les installations d'épuration des eaux usées. Elles doivent être évacuées selon les dispositions de l'article 4.
- Les eaux usées traitées ne doivent pas être évacuées dans le sous-sol par un ouvrage servant également à l'évacuation des eaux claires.
- Octroi du permis de construire** **Art. 24.-** La Municipalité ne peut délivrer de permis de construire, dans les cas prévus aux articles 21 et 22, avant l'octroi de l'autorisation du Département.

## **V. PRESCRIPTIONS TECHNIQUES**

- Construction** **Art. 25.-** Pour tenir compte du gel et des charges dues au trafic, les canalisations se trouvant à l'extérieur des bâtiments sont posées à un mètre de profondeur au moins, faute de quoi toutes les précautions techniques sont prises pour assurer leur fonctionnement et leur stabilité. Les canalisations d'eaux usées doivent être placées à une profondeur plus grande que celles des conduites du réseau d'eau potable pour empêcher une pollution éventuelle de ces dernières.
- Conditions techniques** **Art. 26.-** Pour les eaux usées, les canalisations sont réalisées en un matériau répondant aux normes d'étanchéité en vigueur.
- Pour les eaux claires, le choix du matériau se fait en fonction des conditions locales.
- Le diamètre minimum est de 15 cm pour les eaux usées et de 15 cm pour les eaux claires.
- La pente minimum des canalisations d'eaux usées est de 1% pour le PVC et de 3% pour les autres matériaux, celles des canalisations d'eaux claires est de 1%. Des pentes inférieures à ces valeurs ne sont admises que dans le cas d'impossibilité dûment constatées, au risque du propriétaire ; et si l'écoulement et l'auto-curage peuvent être garantis.
- En cas de refoulement, la pose d'un clapet anti-retour peut être exigée sur toute canalisation, aux frais du propriétaire.
- La Municipalité fixe les conditions techniques de raccordement.
- Des chambres de visite de 80 cm de diamètre au minimum sont créées en tête de l'équipement privé. Des chambres de visite communes, eaux claires et eaux usées, même avec séparation intérieure, ne sont pas autorisées pour toute nouvelle construction.
- Raccordement** **Art. 27.-** Le raccordement de l'équipement privé doit s'effectuer sur les collecteurs publics dans les chambres de visite de 80 cm de diamètre au minimum, existantes ou à créer, ou par pièces spéciales posées sur le collecteur public.
- Le raccordement doit s'effectuer par-dessus le collecteur public et y déboucher dans le sens de l'écoulement. L'article 18 demeure réservé.

**Eaux pluviales**

**Art. 28.-** En limite des voies publiques ou privées, les eaux de surfaces doivent être récoltées et infiltrées, voire conduites aux canalisations privées ou publiques d'eaux claires, selon les modalités, et à un emplacement approuvés par la Municipalité.

Les raccordements privés amenant directement ou indirectement les eaux de surface au collecteur public doivent être munis d'un sac-dépotoir avec grille, d'un type admis par la Municipalité.

**Prétraitement**

**Art. 29.-** Les propriétaires de bâtiments dont les eaux usées ne peuvent, en raison de leur qualité, être dirigées sans autre vers les installations collectives d'épuration, sont tenus de construire, à leurs frais, une installation de prétraitement conforme aux prescriptions du Département (SESA).

En cas de transformation ou d'agrandissement ultérieur du bâtiment, celle-ci est adaptée le cas échéant aux caractéristiques nouvelles du bâtiment et à l'évolution de la technique.

**Artisanat et industrie**

**Art. 30.-** Les caractéristiques physiques, chimiques et biologiques des eaux résiduaires provenant d'exploitations artisanales ou industrielles doivent correspondre en tout temps aux exigences de l'Ordonnance fédérale sur la protection des eaux du 28 octobre 1998, ainsi qu'aux prescriptions particulières du Département (SESA).

Les eaux usées dont la qualité, la quantité ou la nature sont susceptibles de perturber le fonctionnement des installations d'évacuation et d'épuration sont soumises à un traitement approprié avant leur introduction dans le collecteur public.

La Municipalité ou le Département peut requérir, aux frais du propriétaire, la construction d'installations spéciales de rétention, d'épuration ou de désinfection des eaux usées provenant de bâtiments évacuant au collecteur public des eaux usées susceptibles de représenter des inconvénients ou des dangers pour l'hygiène ou la santé publique.

Toute modification de programme ou de procédé de fabrication ayant une incidence sur les caractéristiques (quantité ou qualité) des eaux résiduaires déversées, est annoncée au Département et à la Municipalité qui font procéder, le cas échéant, à des analyses aux frais de l'exploitant. Le Département (SESA) prescrit les mesures éventuelles à prendre.

**Plan des travaux exécutés (artisanat et industrie)**

**Art. 31.-** Un exemplaire des plans des travaux exécutés est remis par le propriétaire à la Municipalité et au Département (SESA). Les différents réseaux d'eaux claires, usées ménagères, sanitaires, artisanales ou industrielles, doivent figurer sur ces plans ainsi que les installations de prétraitement avec leur évacuation. Un mémoire technique précisant la nature et la fonction de ces installations doit y être joint.

<b>Contrôle des rejets (artisanat et industrie)</b>	<b>Art. 32.-</b> Le Département (SESA) ou la Municipalité peuvent en tout temps faire analyser et jauger les rejets aux frais de l'exploitant. Sur demande, l'exploitant peut être tenu de présenter une fois par an, un rapport de conformité aux lois et ordonnances fédérales et cantonales applicables en matière de rejets. La Municipalité informe le SESA.
<b>Cuisines collectives et restaurants</b>	<b>Art. 33.-</b> Les eaux résiduelles des cuisines collectives (établissements publics ou privés, hospitaliers, entreprises et restaurants) doivent être prétraitées par un séparateur de graisses, conformément aux prescriptions du Département (SESA). Les articles 19 et 29 sont applicables.
<b>Ateliers de réparations des véhicules, carrosseries, places de lavage</b>	<b>Art. 34.-</b> Les eaux résiduelles des ateliers de réparations de véhicules, des carrosseries et des places de lavage doivent être traitées conformément aux prescriptions du Département (SESA). Les articles 19 et 29 sont applicables.
<b>Garages privés</b>	<p><b>Art. 35.-</b> L'évacuation des eaux des garages collectifs doit être conforme aux normes des associations professionnelles (SN 592 000 Evacuation des eaux des biens-fonds) et aux prescriptions du Département (SESA).</p> <p>Pour les garages individuels ou familiaux, deux cas sont en principe à considérer :</p> <p>a) l'intérieur du garage est dépourvu de grille d'écoulement : le radier doit être étanche et faire rétention en cas d'écoulement accidentel d'hydrocarbures. Les eaux de pluie récoltées par la grille extérieure doivent être infiltrées ou déversées dans le collecteur public des eaux claires.</p> <p>b) l'intérieur du garage dispose d'une grille d'écoulement : les eaux résiduelles récoltées par la grille doivent être déversées dans le collecteur public des eaux usées, conformément aux directives de la Municipalité.</p> <p>S'il n'est pas possible d'exclure un risque d'écoulement depuis l'intérieur du garage dans une grille extérieure d'eaux claires, des mesures seront prises pour retenir une fuite accidentelle d'hydrocarbures, par exemple à l'aide d'un dépotoir muni d'un coude plongeant.</p>
<b>Piscines</b>	<p><b>Art. 36.-</b> La vidange d'une piscine s'effectue, après arrêt de la chloration pendant 48 heures au moins, dans un collecteur d'eaux claires. Les eaux de lavage des filtres et de nettoyage de la piscine, avec des produits chimiques, sont conduites dans un collecteur d'eaux usées.</p> <p>L'installation éventuelle d'un dispositif électrolytique (Cuivre / Argent) de traitement des eaux de piscine, à usage familial, est soumise à l'adjonction d'un prétraitement pour les eaux résiduelles issues du lavage des filtres. Pour ce type de dispositif, un contrat d'entretien est exigé et une copie sera adressée au Service des eaux, sols et assainissement, section assainissement industriel.</p>

**Contrôle et vidange** **Art. 37.-** La Municipalité contrôle la construction des installations particulières d'épuration des eaux usées ménagères, tient à jour un répertoire et contrôle que leurs détenteurs soient au bénéfice d'un contrat de vidange avec une entreprise spécialisée.

La Municipalité contrôle également la construction et le bon fonctionnement des installations privées de relevage des eaux usées, qu'elle peut soumettre à l'obligation d'un contrat d'entretien.

La Municipalité contrôle la construction des séparateurs d'hydrocarbures et des séparateurs de graisses. Elle détermine la fréquence des vidanges en collaboration avec l'exploitant et l'entreprise de vidange spécialisée et vérifie que les détenteurs soient au bénéfice d'un contrat de vidange.

La Municipalité signale au Département les cas de construction ou de dysfonctionnement graves des installations et ordonne les mesures propres à remédier à ces défauts.

**Déversements interdits**

**Art. 38.-** Il est interdit d'introduire des déchets liquides ou solides, même broyés, dans les canalisations ; ceux-ci seront éliminés conformément à la réglementation en vigueur. Sont notamment concernés :

- les déchets ménagers ;
- les huiles et graisses ;
- les médicaments ;
- les litières d'animaux domestiques ;
- les produits toxiques, infectieux, inflammables, explosifs ou radioactifs ;
- le purin, jus de silo, fumier ;
- les résidus solides de distillation (pulpes, noyaux) ;
- les produits dont les caractéristiques ou les quantités pourraient perturber le fonctionnement des canalisations (sables, lait de ciment, déchets solides d'abattoirs et de boucheries, etc.) ;
- les produits de vidange des dépotoirs, des fosses de décantation, des séparateurs de graisse et d'essence, etc.

**Suppression des installations privées**

**Art. 39.-** Lors du raccordement ultérieur d'un équipement privé à l'équipement public, les installations particulières d'épuration sont mises hors service dans un délai fixé par la Municipalité. Ces travaux sont exécutés aux frais du propriétaire et ce dernier n'a droit à aucune indemnité.

Les installations de prétraitement doivent être maintenues.

## **VI. TAXES**

### **Dispositions générales**

**Art. 40.-** Les propriétaires d'immeubles bâtis et raccordés aux installations collectives d'évacuation et d'épuration des eaux participent aux frais de construction et d'entretien desdites installations en s'acquittant :

- a) d'une **taxe unique** de raccordement aux réseaux d'évacuation des eaux usées et / ou claires (art. 41 et 43 ci-après) ;
- b) d'une **taxe annuelle** d'épuration d'entretien et d'utilisation par m<sup>3</sup> d'eau consommée (art. 44)
- c) d'une **taxe annuelle spéciale** (art.46)

La perception de ces contributions est réglée pour le surplus par une annexe qui fait partie intégrante du présent règlement.

### **Taxe unique de raccordement EU+EC**

**Art. 41.-** Pour tout bâtiment nouvellement raccordé directement ou indirectement aux collecteurs publics d'eaux usées (EU) et d'eaux claires (EC), il est perçu conformément à l'annexe une taxe unique de raccordement.

Cette taxe est exigible du propriétaire, sous forme d'acompte lors de l'octroi de l'autorisation de raccordement (art. 18 et 19, ci-dessus). La taxation définitive, acompte déduit, intervient dès le raccordement effectif.

### **Taxe unique de raccordement EU ou EC**

**Art. 42.-** Lorsqu'un bâtiment nécessite exclusivement d'être raccordé aux collecteurs publics d'eaux claires ou d'eaux usées, la taxe de raccordement prévue à l'article 41 et 43 est réduite aux conditions de l'annexe.

L'article 41, alinéa 2 est applicable.

### **Réajustement de la taxe unique de raccordement EU + EC**

**Art. 43.-** En cas de transformation, d'agrandissement ou de reconstruction d'un bâtiment déjà raccordé aux collecteurs publics d'eaux usées et / ou claires, la taxe unique de raccordement EU+EC est réajustée aux conditions de l'annexe.

### **Taxe annuelle d'entretien et d'utilisation**

**Art. 44.-** Pour tout bâtiment raccordé directement ou indirectement aux collecteurs EU et / ou EC, il est perçu du propriétaire une taxe annuelle d'entretien et d'utilisation aux conditions de l'annexe.

**Exonération de la  
taxe annuelle  
d'épuration**

**Art. 45.-** Tout propriétaire est en droit de requérir l'exonération de la taxe annuelle sur la quantité d'eau qu'il a utilisé, sans la polluer, à des fins industrielles, artisanales, agricoles ou privées et qui n'implique ni retour à l'égout, ni épuration. Cette disposition est également valable pour les piscines.

Une telle exonération n'entre en considération que moyennant le recours à un compteur distinct, fourni et posé, aux frais des propriétaires, par une entreprise agréée par la Commune.

Le sous-compteur est relevé en même temps que le compteur principal de la Commune. Chaque propriétaire est responsable du bon fonctionnement du sous-compteur. Il est tenu de le contrôler régulièrement. En cas de dysfonctionnement, la Commune ne pourra prendre en compte les données erronées.

**Taxe annuelle  
spéciale**

**Art. 46.-** En cas de pollution particulièrement importante des eaux usées, il est perçu une taxe annuelle spéciale auprès des intéressés. Elle est en particulier due par les exploitations dont la charge polluante en moyenne annuelle est supérieure à 100 EH en demande biochimique en oxygène (DBO), demande chimique en oxygène (DCO), phosphore ou matière en suspension et par celles qui sont dans l'impossibilité de mettre en place un prétraitement adéquat (par exemple séparateurs à graisses pour les restaurants). La taxe annuelle spéciale est calculée en fonction du nombre d'équivalent-habitants.

Le montant de la taxe est fixé par la Municipalité en fonction des coûts d'épuration et de la charge polluante.

En principe, la charge polluante est déterminée par l'inventaire des eaux industrielles, sauf dans les cas spéciaux (hôtels, restaurants, écoles, etc.) où elle est calculée selon les directives du VSA. Les services communaux en collaboration avec l'Association intercommunale, tiennent à jour cet inventaire et procèdent à des contrôles. Les expertises demandées par le propriétaire sont à sa charge.

Les propriétaires d'immeubles soumis à la taxe annuelle spéciale peuvent être autorisés par la Municipalité à installer à leur frais une station de mesure et d'analyse de la charge polluante des eaux rejetées à l'égout. Dans ce cas, la taxation est opérée en tenant compte de mesures relevées par la station ; les services communaux ou ceux de l'Association intercommunale procèdent au contrôle et au relevé de cette station.

Le montant total des taxes annuelles d'épuration (art. 45) et spéciales (art. 46) à payer par une exploitation industrielle ou artisanale ne peut être supérieur au coût effectif d'épuration de ses eaux usées.

Lorsqu'un bâtiment n'utilise qu'une partie de ses ressources en eau sous pression pour ses besoins ménagers et lorsque le complément est assuré via une installation de récupération d'eau pluviale ou d'une source privée, la Municipalité est en droit de calculer une taxe forfaitaire en plus de la taxe annuelle d'épuration.

<b>Réajustement des taxes annuelles</b>	<b>Art. 47.-</b> Les taxes annuelles prévues aux art. 44 à 46 font cas échéant l'objet d'un réajustement aux conditions de l'annexe.
<b>Bâtiments isolés - installations particulières</b>	<b>Art. 48.-</b> Lors de la mise hors service d'installations particulières et lorsque aucune taxe de raccordement n'a été perçue, les contributions prévues dans le présent chapitre deviennent applicables au propriétaire.
<b>Affectation - Comptabilité</b>	<p><b>Art. 49.-</b> Le produit des taxes et émoluments de raccordement est affecté à la couverture des dépenses d'investissement du réseau des collecteurs communaux EU et EC, ainsi qu'à leur entretien.</p> <p>Le produit des taxes annuelles d'épuration est affecté à la couverture des dépenses d'intérêts, d'amortissement et d'entretien du réseau EU et EC.</p> <p>Le produit des taxes annuelles d'épuration et spéciales est affecté à la couverture des frais qui découlent de l'épuration communale ainsi qu'à l'épuration par l'Association intercommunale (APEC).</p> <p>Les recettes des taxes et émoluments prélevés au titre de l'évacuation et de l'épuration des eaux doivent figurer, dans la comptabilité communale, dans un décompte des recettes affectées.</p>
<b>Exigibilité des taxes</b>	<b>Art. 50.-</b> Le propriétaire de l'immeuble au 1 <sup>er</sup> janvier de l'année en cours est responsable du paiement des taxes prévues aux articles 44 à 46 au moment où elles sont exigées. En cas de vente d'immeuble, ou de location (si celle-ci implique la prise en charge par le locataire de la location du ou des compteurs et la consommation d'eau et, par conséquent des taxes ci-dessus), le relevé peut être demandé à la commune et une facturation intermédiaire effectuée.

## **VII. DISPOSITIONS FINALES ET SANCTIONS**

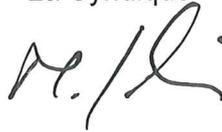
<b>Exécution forcée</b>	<p><b>Art. 51.-</b> Lorsque des mesures ordonnées en application du présent règlement ne sont pas exécutées, la Municipalité peut y pourvoir d'office, aux frais du responsable, après avertissement.</p> <p>Ces frais font l'objet d'un recouvrement auprès du responsable ; la Municipalité fixe dans chaque cas le montant à percevoir et le communique au responsable, avec indication des voies de recours. La décision est susceptible de recours auprès du Tribunal Cantonal, Cour de droit administratif et public (CDAP), conformément à la Loi sur la juridiction et la procédure administrative.</p> <p>La décision ou taxe devenue définitive vaut titre exécutoire au sens de l'article 80 de la Loi sur la poursuite pour dettes et la faillite (LP).</p>
-------------------------	---

- Hypothèque légale** **Art. 52.-** Le paiement des taxes, ainsi que le recouvrement des frais de mesures exécutées d'office en application de l'article 51, sont garantis par une hypothèque légale privilégiée, conformément à l'article 74 de la loi sur la protection des eaux contre la pollution et aux articles 188 à 190 de la Loi d'introduction du Code civil suisse dans le Canton de Vaud.
- L'hypothèque légale d'un montant supérieur à Fr. 1'000.- est inscrite au registre foncier. La réquisition d'inscription doit être déposée dans un délai d'un an dès la première décision fixant le montant de la créance, ou dès l'échéance si celle-ci est postérieure. En cas de recours, l'hypothèque est inscrite provisoirement sur la base de la décision attaquée.
- Recours** **Art. 53.-** Les décisions municipales sont susceptibles de recours :
- a) dans les trente jours, au Tribunal cantonal, cour de droit administratif et public, lorsqu'il s'agit de décisions prises en matière technique;
  - b) dans les trente jours, à la Commission Communale de recours en matière d'impôts lorsqu'il s'agit de taxes.
- Infractions** **Art. 54.-** Toute infraction au présent règlement ou à une décision d'exécution est passible d'amende jusqu'à Fr. 500.-, et Fr. 1000.- en cas de récidive ou d'infraction continuée.
- La poursuite et le recours s'exercent conformément à la Loi sur les sentences municipales.
- La poursuite selon les lois cantonales ou fédérales est réservée.
- Réserve d'autres mesures** **Art. 55.-** La poursuite des infractions en matière de protection des eaux contre la pollution est sans préjudice au droit de la commune d'exiger la réparation du dommage causé par l'auteur de l'infraction.
- En particulier, l'ensemble des frais liés au non-respect des conditions de déversement fixées aux articles 29 et 30 et relatif à l'exploitation et à l'entretien des installations communales ou intercommunales de collecte, d'évacuation et d'épuration des eaux usées sont à la charge des industries ou artisanats n'ayant pas respectés lesdites conditions
- Art. 56.-** Le présent règlement abroge le règlement communal sur les égouts du 25 juin 1968.
- Art. 57.-** Le présent règlement et son annexe entre en vigueur dès son approbation par le Chef du Département.

Adopté par la Municipalité dans sa séance du 17 mai 2010

**AU NOM DE LA MUNICIPALITE**

La Syndique



Marie-Joëlle Semadeni



La Secrétaire



Anne-Marie Dick

Adopté par le Conseil communal dans sa séance du 21 juin 2010

**AU NOM DU CONSEIL COMMUNAL**

La Présidente



Paola Möhl



La Secrétaire



Nicole Pilet

Approuvé par le Département de la Sécurité et de l'Environnement le

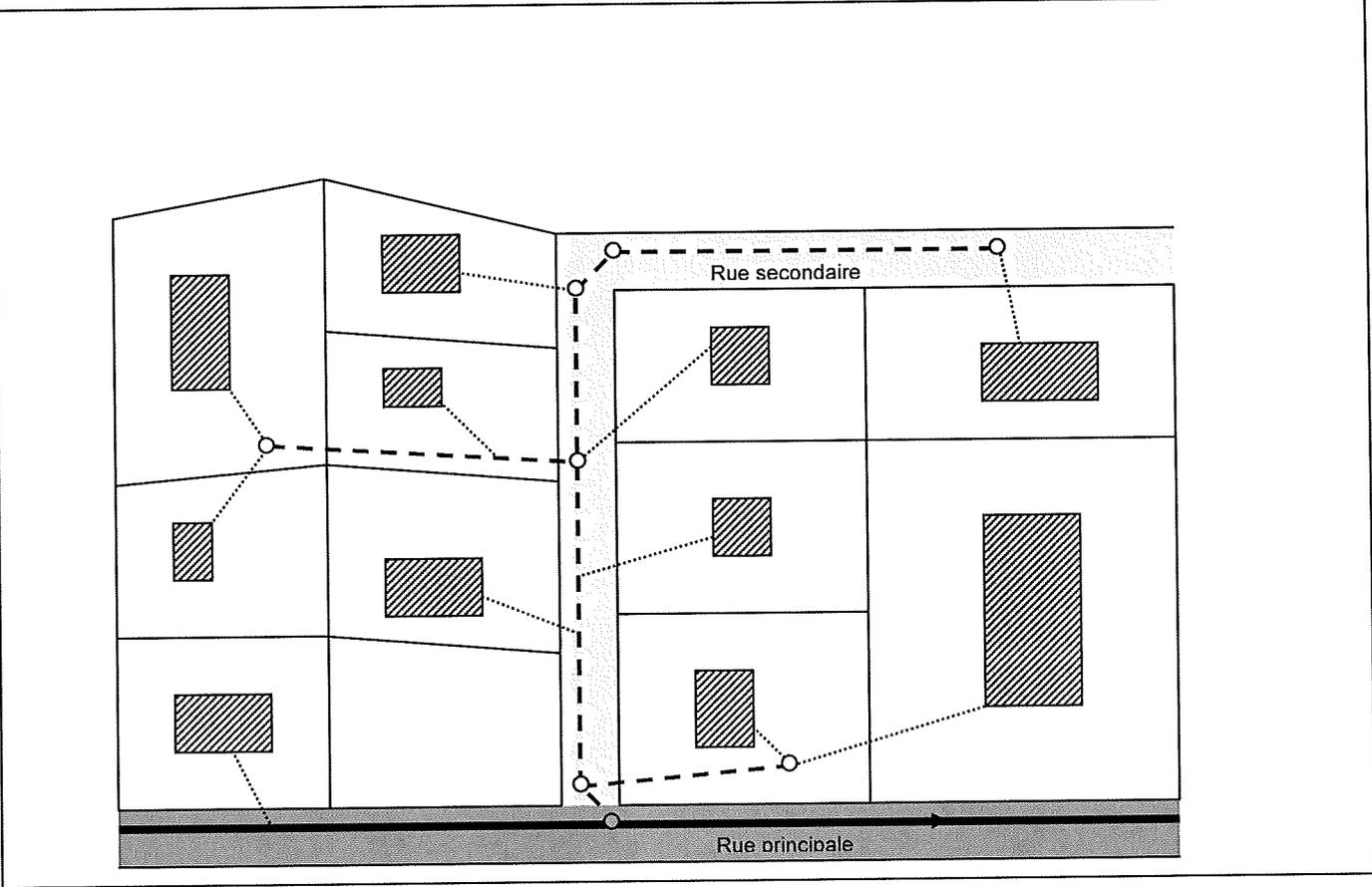
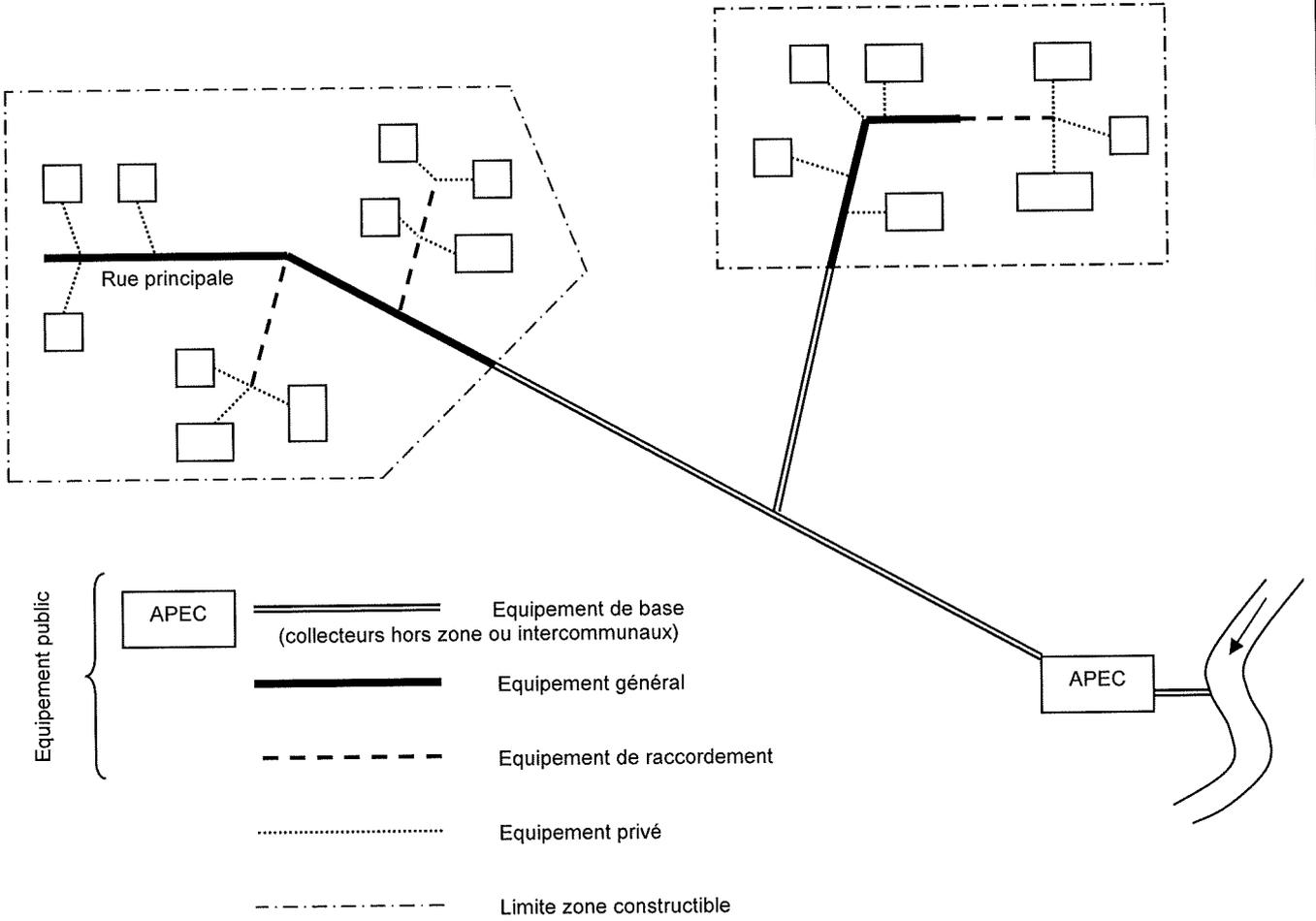
Lausanne, le

30 SEP. 2010

La Cheffe de département



## DEFINITION DES EQUIPEMENTS





## Commune de Givrins

### ANNEXE AU RÈGLEMENT SUR L'ÉVACUATION ET L'ÉPURATION DES EAUX

Le présent tarif est valable dès le 1er juillet 2010, il annule le tarif en vigueur depuis le 1er janvier 1969 et fait partie intégrante du règlement.

#### Taxes eaux usées

En contrepartie du raccordement direct ou indirect d'un bâtiment aux ouvrages publics d'évacuation et d'épuration des eaux usées, il est perçu du propriétaire :

- **Une taxe unique de raccordement eaux usées EU de Fr. 30.00** par m<sup>2</sup> de surface brute utile aux planchers, telle qu'indiquée dans la demande de permis de construire, surface calculée selon les normes ORL (directives pour l'aménagement local, régional et national).
- Un complément de taxe unique EU calculé aux mêmes conditions sur l'accroissement de surface brute utile ou habitable de plancher en cas de transformation ou de reconstruction d'un bâtiment déjà raccordé.

#### Taxes eaux claires

- **Une taxe unique de raccordement eaux claires EC de Fr. 15.00** par m<sup>2</sup> de surface construite au sol (surface bâtie). La surface déterminante est celle indiquée dans la demande de permis de construire (surface bâtie).
- Un complément de taxe unique EC, calculé aux mêmes conditions sur l'accroissement surface bâtie, en cas de transformation ou de reconstruction d'un bâtiment déjà raccordé.

#### Taxe piscine

- Une taxe unique de raccordement de Fr. 30.00 par m<sup>3</sup> du volume de la piscine

#### Exigibilité :

La taxe unique EU ou son complément ainsi que la taxe unique EC ou son complément sont exigibles du propriétaire lors de l'octroi du permis de construire (ou de transformer), en cas de non exécution des travaux, elles seront restituées sans intérêts.

### Reconstruction après démolition ou sinistre

Tout bâtiment reconstruit après démolition complète et volontaire d'immeubles préexistants, est assimilé à un nouveau raccordement et assujéti aux taxes uniques de raccordement EU et EC. Exception, en cas de sinistre il ne sera perçu aucune taxe de raccordement, sauf en cas d'agrandissement du bâtiment initial.

### Taxe annuelle d'épuration et d'entretien des collecteurs

Pour tout bâtiment raccordé directement ou indirectement aux collecteurs EC ou EU et aux installations d'épuration, il est perçu du propriétaire une taxe annuelle d'entretien des collecteurs et d'épuration, calculée à raison de Fr. 2.50 maximum par m3 d'eau consommée selon le relevé du compteur.

Sous réserve du plafond fixé ci-dessus, la Municipalité est compétente pour adapter le taux de la taxe de façon à couvrir les frais effectifs. Dès le 1<sup>er</sup> juillet 2010, la nouvelle taxe d'épuration fixée sera de : Fr. 1.80 par m3 consommé.

Adopté par la Municipalité dans sa séance du 17 mai 2010

#### AU NOM DE LA MUNICIPALITE

La Syndique



Marie-Joëlle Semadeni



La Secrétaire



Anne-Marie Dick

Adopté par le Conseil communal dans sa séance du 21 juin 2010

#### AU NOM DU CONSEIL COMMUNAL

La Présidente



Paola Möhl



La Secrétaire



Nicole Pilet

Approuvé par le Département de la Sécurité et de l'Environnement le

30 SEP. 2010

La Cheffe de département





Commune de Givrins

## INSTALLATION DE PISCINES

La construction, l'agrandissement et la transformation d'immeubles dans la commune de Givrins sont régis par le règlement communal sur les constructions et l'aménagement du territoire du 16 octobre et 1er novembre 1995.

De plus, les piscines provisoires, posées à même le sol, destinées à être **démontées** en fin de saison, pour être remises en place en début d'année suivantes (mai – octobre) sont soumises à :

- **autorisation municipale** mais sans taxe d'introduction (circuit fermé). Exception faite des toutes petites piscines pour enfants ne dépassant pas 5 m<sup>3</sup> qui ne sont soumises à aucune autorisation ni taxe.
- **les piscines semi-enterrées** ou hors sol, construites ou posées de façon définitive, sans possibilité de démontage pourront faire l'objet d'une autorisation sous forme d'une dispense d'enquête publique selon l'article 72d RATC. Une taxe en fonction du volume sera perçue.

Tous les projets sont vérifiés par le **SERVICE TECHNIQUE INTERCOMMUNAL (STI)** à Gland. Les permis de construire sont délivrés par la Municipalité, de même que les permis d'habiter ou d'utiliser

**AU NOM DE LA MUNICIPALITE**

La Syndique

Marie-Joëlle Semadeni



La Secrétaire

Anne-Marie Dick

Givrins, le 17 mai 2010